

Montpellier, le 13 novembre 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2025-11-DRCL-0510**

**Mettant en demeure la société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS  
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation à ses installations de  
fabrication d'isolants électriques situées à la même adresse,  
situées sur la commune de Poussan**

*Le préfet de l'Hérault*

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 80-73 du 10 septembre 1980 autorisant l'exploitation d'un établissement de fabrication de vernis, de résines et d'isolants et activités annexes par la société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS sur le territoire de la commune de Poussan ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2009-I-4013 du 15 décembre 2009 réglementant l'exploitation de cet établissement ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2024-01-DRCL-0004 du 15 janvier 2024 réglementant l'exploitation de cet établissement ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement concernant la visite du 19 septembre 2025 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 10 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** la réponse formulée par l'exploitant, par courrier électronique en du 4 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que, la société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS exploite des installations de fabrication d'isolants électriques sur la commune de Poussan, zone industrielle de Trouyaux ;

**CONSIDÉRANT** que, le site relève notamment du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour une quantité annuelle de solvant mise en oeuvre limitée à 242 tonnes par an ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 19 septembre 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que le plan de gestion des solvants des quatre dernières années fait état d'une consommation annuelle significativement supérieure à 242 tonnes par an ;

**CONSIDÉRANT** que le fonctionnement de l'installation sans l'autorisation adaptée est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement par exemple la maîtrise des émissions atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS de régulariser sa situation administrative ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1.**

La société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS (SIRET 45780084500036) exploitant des installations de fabrication d'isolants électriques sises ZI Les Trouyaux sur le territoire de la commune de Poussan est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du Code de l'environnement.

Ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un **délai de 12 mois** maximum. L'exploitant fournit dans un délai de **5 mois** les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2.**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

### **Article 3.**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4.**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, la Maire de Poussan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
**Véronique MARTIN SAINT LEON**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).